

## 300 qui ne « marchent pas là-dedans »

Jusque-là sporadique, la mobilisation lycéenne a pris hier, à Guéret, une nouvelle dimension. 300 jeunes se sont élevés contre la perspective de classes « surchargées », criant leur colère jusque sous les fenêtres de l'inspectrice d'académie.

« *Darcos, tu es l'as dans l'os !* » lâchent des mâchoires crispées, dans le petit matin guérétois.

C'est qu'il ne fait pas chaud, devant les grilles du lycée Pierre-Bourdan. Sans doute une quinzaine de degrés de moins que dans les salles de classe. Pourtant, une bonne centaine d'élèves a décidé de boycotter les cours, troquant les cahiers contre des mini cornes de brume qui n'ont jamais si bien porté leur nom.

« *Le temps est pourri, le gouvernement aussi* », glissera bientôt, avec une moue amusée, une jeune manifestante.

« *Pourri* », parce qu'accusé de dégrader les conditions d'enseignement en supprimant des postes de professeurs. 17 dans les collèges et lycées creusois.

« *On marche pas là-dedans !* » clame Timothée, en terminale L, l'un des leaders du mouvement. « *Avec moins de profs, les classes vont devenir surchargées.* »

Une camarade acquiesce : « *On va bientôt se retrouver à 40 par classe. C'est ingérable pour les profs ! Déjà qu'ils sont stressés...* »

« *On est solidaire avec nos enseignants* », embraye un troisième lycéen en colère. « *Mais cela nous concerne aussi directement : nous voulons avoir les moyens de réussir dans la voie que nous choisissons.* »

« *Etre libre, tout simplement !* », conclut Timothée.

Deux heures trente de pied de grue plus tard, les manifestants de Bourdan sont rejoints par les lycéens de Jean-Favard. Ils sont désormais 300 à s'en prendre à l'anatomie du ministre de l'Education Nationale, sous des banderoles « *Lycéens en colère* » ou « *A ceux qui veulent supprimer les postes, résistance !* ». Soit largement plus que lors des premières actions, sporadiques, déclenchées après l'annonce des suppressions. Et tant pis si, entre-temps, le comité technique paritaire de l'académie, réuni en début de semaine à Limoges, a validé l'essentiel des propositions incriminées.

A 10 h 30, le cortège décide d'aller crier son mécontentement devant l'inspection académique, une centaine de mètres plus loin. Ils ne se contentent pas alors de battre le pavé mais envahissent la cour de l'établissement. Presque aussitôt, une délégation est reçue par l'inspectrice. Elle en sort finalement une heure plus tard, sans évidemment rien de concret, mais avec le sentiment d'avoir été entendue.

De quoi, pour Timothée et tous les autres, rester optimiste : « *ce n'est pas une cause perdue ! Regardez le CPE : au départ, il n'y avait qu'une poignée de manifestants, et puis ça a gonflé, et la loi a été retirée. La mobilisation doit continuer !* »

Reste à voir si celle-ci survivra aux vacances de Pâques, qui démarrent ce soir.